



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71321 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 24/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VALORISATION -BOIS -ENERGIE**

Zone Europarc  
233 rue Reine Lacour  
71850 Charnay-Lès-Mâcon

Références : CP/CS/2026/C\_097  
Code AIOT : 0003300214

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement VALORISATION -BOIS -ENERGIE implanté Zone Europarc 233 rue Reine Lacour 71850 Charnay-lès-Mâcon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objectif le suivi des actions restant à mettre en œuvre pour satisfaire à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 mars 2021.

Elle s'inscrit également dans le cadre de l'action nationale 2026 de contrôle des centres de tri, transit, regroupement et de traitement de déchets afin de prévenir le risque d'incendie.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 janvier 2019 relatives à la prévention des émissions de poussières ont également été contrôlées compte tenu du signalement d'une entreprise installée sur une parcelle voisine.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALORISATION -BOIS -ENERGIE
- Zone Europarc 233 rue Reine Lacour 71850 Charnay-lès-Mâcon
- Code AIOT : 0003300214
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Valorisation Bois Énergie (VBE) exploite sur son site de Charnay-lès-Mâcon des installations de traitement de déchets non dangereux, principalement constitués de différents types de bois et déchets de bois qui seront triés, traités et valorisés.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Accidentologie TTR

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Présence du plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Ilotage	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9 II	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Organisation liée au REX	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	Sans objet
7	Emissions diffuses et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 3.1.5	Sans objet
8	Mesure de l'impact des rejets dans l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 3.2	Sans objet
9	Réalisation d'un mur coupe feu séparant les zones d'entreposage	AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 1	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater le respect de la disposition de l'arrêté de mise en demeure du 15 mars 2021 relative à la hauteur des murs coupe-feu REI 120 qui n'était pas observée lors de la dernière visite. Il est considéré que l'arrêté de mise en demeure est respecté.

L'inspection a permis de relever plusieurs non-conformité concernant les mesures de prévention du risque incendie prévues par l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques [...] 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées. Enfin, l'examen des mesures de prévention des émissions atmosphériques de poussières et de suivi des retombées de poussières dans l'environnement du site n'a pas mis en évidence d'écart par rapport aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Détection et surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p>

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.

L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.

#### **Constats :**

Le site comporte plusieurs zones de stockage de déchets de bois.  
Il a été constaté qu'il n'était pas équipé d'une détection automatique de départ d'incendie.  
Il est relevé une non-conformité.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté des propositions commerciales datées du 18 novembre 2025 comprenant trois solutions de détection thermique/optique.  
Suite à la visite d'inspection, il a communiqué un bon de commande datée du 9 mars 2026 en précisant qu'il prévoyait la mise en place de la détection incendie avant l'été.

L'attention de l'exploitant est attirée sur la préconisation du fournisseur de limiter la détection thermique aux horaires de fermeture du site compte-tenu de la présence de véhicules de manutention et de transport pouvant présenter des points chauds détectables pendant les heures d'ouverture. Cette limitation ne permet pas de respecter la prescription contrôlée.  
L'exploitant est invité à examiner ce point avec le fournisseur afin d'identifier une solution (IA...).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 2 : Rondes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

#### **Prescription contrôlée :**

I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de

<p>déchets sur le site ;</p> <p>b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;</li> <li>- le parcours des rondes et les points d'observation ;</li> <li>- la formation du personnel concerné ;</li> <li>- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;</li> <li>- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il n'organisait pas de rondes selon les modalités spécifiées par la prescription.</p> <p>L'exploitant n'a pas rédigé de consigne relative à l'organisation de rondes</p> <p>Il est relevé une non-conformité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Présence du plan de défense contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Plan de défense contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas formalisé de plan de défense contre l'incendie.</p> <p>Il est relevé une non-conformité.</p> <p>Par ailleurs, l'organisation des différents stockages a évolué depuis la délivrance de l'autorisation. Ces modifications sont à porter à la connaissance du préfet conformément à l'article R 181-46-II</p>

du code de l'environnement. Les plans du site sont à actualiser.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'organisation des différents stockages a évolué depuis la délivrance de l'autorisation. Ces modifications sont à porter à la connaissance du préfet conformément à l'article R 181-46-II du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Maîtrise des sinistres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas organisé d'exercice de défense contre l'incendie. Il est relevé une non-conformité.  L'exploitant a indiqué que le personnel avait bénéficié d'une formation « sécurité et santé au

travail » et « maniement des moyens d'extinction » mais il n'a pas pu fournir de justificatif.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant organisera rapidement un exercice de défense contre l'incendie associant le personnel de l'établissement. Il adressera le contre-rendu à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Ilotage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9 II

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

II. - Les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.

La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.

La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.

Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.

Les îlots en extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et si le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur, ou si ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans l'îlot extérieur considéré, est inférieure à dix m<sup>3</sup> de déchets combustibles ou à un m<sup>3</sup> de déchets inflammables.

**Constats :**

Le site comporte plusieurs zones d'entreposage de déchets de bois combustibles.

- entreposage des déchets de bois ou de déchets verts à broyer en casier,
- entreposage des déchets pré-broyés en casier,
- entreposage des déchets broyés en attente d'évacuation sous 8 jours environ,
- entreposage de sciures et plaquettes forestières dans un auvent fermé sur 3 côtés,
- entreposage de bois rond sur une aire dédiée.

Les casiers des déchets pré-broyés ont une superficie inférieure à 500 m<sup>2</sup>, il est considéré qu'ils sont entreposés en îlot. Les casiers sont séparés entre eux par des parois REI 120 qui dépassent de plus d'un mètre la hauteur maximale de stockage. La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services



d'incendie et de secours sur au moins une face.  
La prescription est respectée pour les déchets pré-broyés.

En revanche, les autres zones d'entreposages ont des surfaces supérieures à 500 m<sup>2</sup>. Ce ne sont pas des îlots. La prescription n'est pas respectée.

Le site étant existant à la date de parution de l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques [...] 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les prescriptions du de l'article 9-II les prescriptions du II peuvent être adaptées par arrêté préfectoral.

Pour ce faire, l'exploitant doit adresser au préfet une étude d'ingénierie d'incendie ou une étude de flux thermique démontrant l'absence d'effet domino en cas d'incendie généralisé d'une zone d'entreposage (voir article 9-III rappelé ci-dessus).

Les modalités de stockage ayant évoluées depuis la délivrance de l'autorisation, l'étude des flux thermiques de l'étude des dangers du site n'est pas considérée comme valide.

L'étude de flux thermiques complémentaire du 14 juin 2021 (Référence : ICO / EDI / VBE (71) / R4.21.0) qui ne prend en compte que à la cellule d'entreposage des sciures située dans le auvent n'est pas suffisante. Les flux thermiques générés par l'incendie généralisé des autres zones d'entreposages doivent être calculés.

L'article 9-II n'est pas respecté. L'exploitant n'a pas adressé l'une des études prévues à l'article 9-III susceptible de permettre l'aménagement des dispositions de l'article 9-II.

Il est constaté une non-conformité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra se conformer aux dispositions de l'article 9-II de l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques [...] 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées ou solliciter l'aménagement de ces dispositions en adressant l'une des études mentionnées à l'article 9-III de cet arrêté.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Organisation liée au REX**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion du REX

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

#### **Constats :**

Le site a été mis en service en novembre 2020.

Le site a connu un incendie le 1er juillet 2025.

L'exploitant a déclaré cet accident le 4 juillet 2025 au moyen de la fiche prévue à cet effet (fiche BARPI).

L'exploitant a indiqué que le broyeur a pris feu lorsque l'opérateur a mis le contact. Le moteur n'avait pas encore démarré. Le rapport d'expertise commandé par l'assurance a confirmé une origine électrique.

Le broyeur a été détruit et l'incendie s'est propagé à des stocks de bois.

L'exploitant a pris des mesures pour renforcer sa protection incendie, notamment la mise en place d'une citerne d'eau de 8000 l et l'achat d'un tuyau d'une plus grande longueur.

Un second événement survenu, le 29 juillet 2025, a été porté à la connaissance de l'inspection.

Un tas de plaquettes de bois arrosé lors de l'incendie du 1 juillet 2025 (1 m<sup>3</sup>) a dégagé des fumerolles suite à un échauffement excessif (auto échauffement suite à fermentation).

L'exploitant s'est équipé de 2 sondes de température afin de surveiller la température des tas de bois.

Au cours des échanges, l'exploitant s'est montré très sensibilisé au risque d'incendie qu'il identifie comme risque principal pour son établissement.

Les deux événements survenus sur le site l'ont amené à prendre des mesures pour limiter ce risque et renforcer ses moyens de lutte contre l'incendie.

L'inspection considère que la prescription est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Emissions diffuses et envols de poussières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 3.1.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pollution atmosphérique

**Prescription contrôlée :**

Des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre, en particulier :

- le stockage des sciures est réalisé sous bâtiment fermé sur trois côtés.
- les déchets stockés à l'air libre (plaquettes forestières vertes, végétaux, produits connexes de scierie (hors sciures)) et les tas de bois broyés sont stockés dans des alvéoles séparées par des blocs béton de 6 m de haut, la hauteur des déchets et produits stockés ne dépassant pas 4,5 m.
- afin de limiter les envols par temps sec et lors de chaque opération de broyage de bois, une brumisation est mise en œuvre au moyen de rampes d'arrosage fixes placées sur les murs séparatifs des zones de stockage et au niveau des équipements réalisant des opérations de broyage.
- en tant que de besoin, des filets anti-envol sont installés en limite de propriété, du côté des intérêts à protéger.

**Constats :**

Il a été constaté que :

- les sciures sont stockées dans le bâtiment fermé sur 3 côtés,
- en dehors des bois ronds de grosse dimension, les déchets et tas de bois sont stockés dans des alvéoles séparées par des murs de 6 m de haut. Un repère peint sur les murs matérialise la hauteur de 4,5 mètres à ne pas dépasser,
- des rampes d'arrosages sont présentes au sommet des murs séparatifs,
- des systèmes d'aspersion sont disponibles pour les opérations broyages (pas de broyage le jour de la visite).

L'exploitant a indiqué que ce dispositif d'aspersion pouvait avoir un effet limité lors du broyage de certains déchets, qu'il réfléchissait à un système plus efficace et que dans l'attente il avait renoncé à broyer ces produits sur le site compte tenu des nuisances signalées par l'entreprise qui s'est installée sur la parcelle limitrophe.

Compte-tenu de cet environnement sensible et de la persistance des signalements, il est demandé à l'exploitant de formaliser et transmettre à l'inspection un plan d'action visant renforcer les mesures déjà mises en œuvre pour limiter l'envol de poussières dans l'environnement, notamment pendant les opérations de broyages

<p>L'exploitant a installé un anémomètre sur le site et a indiqué qu'il limitait les opérations les plus émettrices de poussière par grand vent.</p> <p>Il n'a pas été constaté de dispersion notable de déchets de bois à l'extérieur du site.</p> <p>L'inspection considère que la prescription est respectée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compte-tenu de cet environnement sensible et de la persistance des signalements, il est demandé à l'exploitant de formaliser et transmettre à l'inspection un plan d'action visant renforcer les mesures déjà mises en œuvre pour limiter l'envol de poussières dans l'environnement, notamment pendant les opérations de broyages.</p> <p>Les phases de broyages pourraient être limitées lors des épisodes de vent fort orientés nord/sud.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Mesure de l'impact des rejets dans l'atmosphère

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution atmosphérique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles).</p> <p>Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant spécialisé dans ce domaine. Les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales. Des relevés météorologiques, notamment la vitesse et la direction du vent, sont mesurés et enregistrés en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche pendant la durée des mesures.</p> <p>Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Le plan de suivi comprend a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants,</li> <li>• une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations de l'exploitation, sous les vents dominants,</li> <li>• un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (" bruit de fond ").</li> </ul> <p>Ce suivi est réalisé selon les méthodes d'analyse définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.</p> <p>Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/ m<sup>2</sup>/ j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.</p> <p>L'exploitant établit un bilan annuel des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs</p>

mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Constats :**

L’exploitant a présenté les 5 rapports du suivi des retombées de poussières réalisée annuellement sur une durée de 30 jours, de 2021 à 2025 autour de l’établissement. L’exploitant a recours à un prestataire reconnu pour ce suivi (société SGS France)

Les rapports indiquent que :

- le plan de surveillance, composé de 6 points de mesures, a été établi en accord avec l’exploitant,
- ce suivi est réalisé conformément à la norme NF X 43-007 Novembre 2017, Qualité de l'air - Air ambiant - Détermination des retombées atmosphériques totales (méthode des plaquettes).

Les conditions météorologiques (pluviométrie et rose des vents) sont relevées à chaque campagne.

Des opérations de broyage ont été réalisées lors de chaque campagne.

Les résultats annuels sont commentés.

	Empoussièr ement n mg/m2/j our						
P1	P2	P3	P4	P5	P6	Moyenne	
Campagne du 15/10 au 16/11/2021	33	30	67	154	9	17	52
Campagne du 06/09 au 05/10/20	37	54	25	36	51	30	39

05/10/2022							
Campagne du 13/09 au 16/10/2023	98	189	74	174	49	30	102
Campagne du 09/09 au 07/10/2024	120	43	22	184	32	20	70
Campagne du 19/08 au 18/09/2025	34	68	21	69	13	26	39
Max	120	189	74	184	51	30	102
Min	34	43	21	36	13	20	39
Moy	72	89	36	116	36	27	62

Les campagnes de suivi ont été réalisées en fin d'été, début d'automne.

Les valeurs les plus importantes ont été relevées sur les points de mesures les plus proches sous les vents dominants.

Les résultats sont inférieurs à la valeur limite de 200 mg/m<sup>2</sup>/jour fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

La prescription est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 :** Réalisation d'un mur coupe feu séparant les zones d'entreposage

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 1

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  « en régularisant la hauteur des murs séparatifs REI120 des différentes zones d'entreposage et en séparant toutes les différentes zone d'entreposage par des murs REI120, y compris les dépôts «affinés A ou B » [...] Dans le premier cas, l'exploitant transmet le planning de réalisation et les commandes validées dans un délais de 3 mois et réalise le mur <b>REI120 de 6m de hauteur dans un délai de 8 mois</b> »
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, il a été constaté que le mur extérieur du premier casier situé au sud n'avait pas été rehaussé. Les blocs de rehausse étaient présents sur le site. L'exploitant a indiqué qu'il attendait la visite de l'inspection pour savoir si ce mur, qui ne sépare pas deux zones de stockage, devait être rehaussé également, ce qui lui a été confirmé.  Suite à l'inspection, l'exploitant a adressé une photographie du mur en question qui avait été rehaussé.  L'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 15 mars 2021 est considéré comme respecté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure